



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC/Réception des soumissions -
TPSGC

11 Laurier St./11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Quebec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

Revision to a Request for Supply Arrangement - Révision à une demande pour un arrangement en matière d'approvisionnement

The referenced document is hereby revised; unless
otherwise indicated, all other terms and conditions of
the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf
indication contraire, les modalités de l'invitation
demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Professional Services Online & Temporary Help
Services Division/Division des services professionnels
en ligne et d'aide temporaire
11 Laurier St./11, rue Laurier
10C1, Place du Portage III
Gatineau
Quebec
K1A 0S5

Title - Sujet SPTS AMA Renouvellement	
Solicitation No. - N° de l'invitation E60ZT-16TSSB/B	Date 2016-11-10
Client Reference No. - N° de référence du client E60ZT-16TSSB	Amendment No. - N° modif. 001
File No. - N° de dossier 016zt.E60ZT-16TSSB	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$ZT-016-30568	
Date of Original Request for Supply Arrangement 2016-11-01 Date de demande pour un arrangement en matière d'app. originale	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-12-12	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Charland, Claudia	Buyer Id - Id de l'acheteur 016zt
Telephone No. - N° de téléphone (873) 469-4458 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-9235
Delivery Required - Livraison exigée	
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	
Security - Sécurité This revision does not change the security requirements of the solicitation. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de l'invitation.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Acknowledgement copy required Accusé de réception requis	Yes - Oui <input type="checkbox"/>	No - Non <input type="checkbox"/>
The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer. Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.		
Signature	Date	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
For the Minister - Pour le Ministre		

E60ZT-16TSSB/B Modification 001

La présente modification vise à:

- A. Modifier la Partie 5 “Attestations”, Section 7 “Attestation des dispositions relatives à l'intégrité / documentation connexe.
 - B. Fournir des réponses aux questions des soumissionnaires.
-

A. Modification

Sous la Partie 5 “Attestations”, Section 7 “Attestation des dispositions relatives à l'intégrité / documentation connexe :

Supprimer:

« Le Canada peut, à tout moment, demander à un fournisseur de fournir des formulaires de consentement dûment remplis et signés (Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire - PWGSC-TPSGC 229) <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html> pour toute personne susmentionnée, et ce dans un délai précis. À défaut de fournir les formulaires de consentement dans le délai prévu, la soumission pourrait être déclarée non recevable. »

B. Les réponses aux questions

Q.1

Les résultats de la demande de renseignements (DDR) seront-ils publiés?

R.1

Non, seule la version définitive de la demande d'arrangement en matière d'approvisionnement (DAMA) est publiée. Des changements ont été apportés, lorsque permis dans le cadre du mandat des services professionnels centrés sur les tâches et les solutions (SPTS) découlant de la Stratégie nationale d'approvisionnement en matière de services professionnels de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Nous remercions tous les fournisseurs qui ont soumis une réponse à notre DDR et nous rappelons à tous les soumissionnaires potentiels l'importance de lire intégralement l'invitation à soumissionner (DAMA).

Q.2

- A) À l'heure actuelle, nous avons un bureau canadien qui représente l'entreprise américaine. Nous aimerions mettre sur pied une entreprise canadienne distincte (probablement une société fédérale à responsabilité limitée) qui appartiendrait entièrement à l'entreprise américaine. Quelles seraient les incidences d'une telle situation?
- B) Si l'entité canadienne appartient entièrement à l'entité américaine ou n'est pas une entité juridique distincte mais une succursale, est-ce différent?

R.2

- A) Une société à responsabilité limitée est considérée comme une entité juridique distincte. Elle doit satisfaire à toutes les exigences obligatoires énoncées dans la DAMA/DOC.
- B) Si c'est la compagnie américaine qui présente la soumission, alors elle doit fournir l'information de la compagnie américaine dans la CCD du SSPC. Si c'est la compagnie canadienne (même si elle appartient à la compagnie américaine) qui présente la soumission, alors elle doit fournir l'information de la compagnie canadienne dans la CCD du SSPC. L'information qui doit être présentée dans la soumission est déterminée par celui ou celle qui présente la soumission.

Q.3

Ai-je raison de croire que je n'ai pas besoin de soumettre de copie papier de quoi que ce soit, incluant les attestations, puisqu'il n'y a aucun changement à ma soumission attribuée antérieurement (droit acquis)?

Par le passé, nous devons soumettre une copie signée des attestations.

R.3

Le processus de soumission pour cette DAMA/DOC est sans papier. Tous les soumissionnaires doivent présenter leur soumission par voie électronique, incluant les attestations, par l'intermédiaire de la CCD du SSPC avant la date et l'heure de clôture de la DAMA/DOC, tel qu'indiqué à la page 1 de l'invitation à soumissionner. Après la date de clôture de la soumission, le Canada enverra un courrier électronique aux soumissionnaires demandant les informations/documents de soutien requis (incluant les signatures le cas échéant) tel que décrit dans l'invitation à soumissionner.

Q.4

À la pièce jointe A de la Partie 4, le critère d'évaluation technique obligatoire O.1 semble aller à l'encontre de O.3 :

O.1 indique un volume de ventes brut de 1 \$ M pour le palier 1 et de 2 \$ M pour le palier deux et O.3e indique 500 000 \$ pour être pris en compte pour un volet dans le palier 1 et 1 000 000 \$ pour être pris en compte pour un volet pour le palier 2.

Si un soumissionnaire présente une soumission pour un seul volet et que le domaine d'affaires de cette compagnie se limite à ce volet, ces seuils vont à l'encontre l'un de l'autre. Si un soumissionnaire se qualifie sous O.3, il peut ne pas se qualifier sous O.1

R.4

Effectivement. Si un soumissionnaire se qualifie sous O.3, il est possible que le soumissionnaire ne se qualifie pas sous O.1 si le domaine d'affaires du soumissionnaire se limite à la prestation de services liés à un volet. Cependant, ces deux critères ne vont pas l'un à l'encontre de l'autre puisqu'ils constituent deux critères obligatoires distincts.

Sous O.1 le volume de vente brut ne se limite pas à la prestation de services dans un volet en particulier; il peut comprendre tout bien ou service comptabilisé à titre de vente. Sous O.3, la valeur totale monétaire pour le volet s'applique à des projets jugés conformes ayant trait au volet.

Q.5

Nous sommes un fournisseur actuel ayant des volets bénéficiant de droits acquis qui sont désignés comme validés sur le portail en ligne du SSPC. L'état « actuellement validé » sur le portail en ligne du SSPC s'affiche en gris; par conséquent, il est impossible d'apporter des changements ou d'ajouter des renseignements supplémentaires. Je ne sais pas exactement si notre organisation est tenue de fournir des renseignements à jour (sommaires de projet), en plus de l'attestation des droits acquis et, le cas échéant, la façon de le faire.

Pouvez-vous préciser dans quel cas, s'il y a lieu, une organisation actuelle ayant des volets bénéficiant de droits acquis est tenue de fournir des renseignements à jour (c.-à-d. des sommaires de projet)? En outre, si ces renseignements sont requis, de quelle façon peuvent-ils être ajoutés au portail en ligne du SSPC, ou peuvent-ils être envoyés par courriel sur demande?

R.5

Un fournisseur actuel ayant un volet bénéficiant de droits acquis n'est pas tenu de fournir des renseignements à jour [c.-à-d. répondre aux critères O.3 a) à j)] tant et aussi longtemps que l'attestation des droits acquis est acceptée. Le fournisseur actuel est tenu de fournir des sommaires de projet en vertu des critères O.3 a) à j) uniquement s'il souhaite soumissionner pour de nouveaux volets (veuillez vous reporter à la pièce jointe A de la partie 4).

Pour connaître les directives sur la façon de saisir ces renseignements dans la CCD, veuillez vous reporter à la pièce jointe B de la Partie 4. Dans ce cas particulier, la documentation requise, comme l'attestation des droits acquis, sera soumise par courriel, à la demande du Canada, au cours du processus d'évaluation.